

Les contraintes au développement du secteur des fruits et légumes en Algérie : faiblesse des rendements et opacité des marchés

Baci L.

in

Allaya M. (ed.).
Les agricultures maghrébines à l'aube de l'an 2000

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 14

1995
pages 265-277

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=C1960055>

To cite this article / Pour citer cet article

Baci L. Les contraintes au développement du secteur des fruits et légumes en Algérie : faiblesse des rendements et opacité des marchés. In : Allaya M. (ed.). *Les agricultures maghrébines à l'aube de l'an 2000*. Montpellier : CIHEAM, 1995. p. 265-277 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 14)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Les contraintes au développement du secteur des fruits et légumes en Algérie : faiblesse des rendements et opacité des marchés

Lazhar Baci

Institut National Agronomique El Harrach, Alger (Algérie)

Résumé. Malgré les multitudes réformes qui se sont succédées depuis 1963 en Algérie, le secteur des fruits et légumes n'arrive toujours pas à satisfaire une demande sans cesse croissante. L'élasticité de l'offre s'explique par la faible productivité de ce secteur confronté aux aléas climatiques, notamment une sécheresse persistante accentuée par des contraintes économiques et organisationnelles. En dépit d'une extension des superficies légumières, les rendements restent très modestes. La forte hausse des prix à la consommation induite par les longs circuits de distribution profite surtout aux différents intermédiaires. Le désengagement de l'Etat dès 1987 n'a pas permis une meilleure organisation des marchés, bien au contraire.

Mots clés. Fruits – Légumes – Productivité – Réformes – Consommation – Distribution – Prix

Abstract. Development constraint in the fruit and vegetables sector in Algeria: low yields and lack of market transparency.

In spite of the many reforms in Algeria since 1963, the fruit and vegetable sector is still unable to meet continuously increasing demand. Supply elasticity is explained by the low productivity of the sector in the face of climatic uncertainties and especially persistent drought aggravated by economic and organisational constraints. Yields remain very modest in spite of an increase in the area under vegetables. The strong increase in consumer prices resulting from long distribution channels is mainly to the advantage of the various middlemen. State withdrawal in 1987 did not result in better market organisation—but quite the opposite.

Keywords. Fruits – Vegetables – Productivity – Reforms – Consumption – Distribution – Prices

Introduction

L'Algérie traditionnellement exportatrice de fruits et légumes fait face depuis une quinzaine d'années à de sérieux problèmes d'approvisionnement et de régulation de son marché. La consommation de fruits et légumes frais n'a cessé de croître et continuera vraisemblablement en raison de la forte demande. Dans cet article, nous proposons un aperçu sur le secteur des fruits et légumes frais, à travers l'évolution de la consommation, du niveau de la production et des contraintes auxquelles fait face le secteur, notamment dans le domaine de la distribution.

I – Le secteur des fruits et légumes dans l'agriculture algérienne

1. La consommation des fruits et légumes

La consommation des légumes frais a beaucoup augmenté en Algérie à la suite de l'essor démographique et à la relative amélioration des niveaux de vie. Par contre, la consommation de fruits n'a cessé de diminuer.

Tableau 1. Evolution de la consommation des fruits et légumes (en kg/hab./an)

	1972	Moyenne 1981-84	Moyenne 1985-88	Moyenne 1989-92
Légumes	67,0	73,1	101,3	135,5
• dont pomme de terre	21,7	33,2	32,5	41,8
• tomate	10,0	9,0	19,4	22,5
Fruits		40,9	35,2	31,0
• dont agrumes		16,4	11,3	11,2
• fruits à noyaux et pépins		6,5	7,6	6,5

Source : Calculs faits par l'auteur à partir :

* Statistiques série B, Ministère de l'Agriculture ;

* ONS, 1991 ;

* Direction Générale des Douanes. Statistiques du commerce extérieur.

De 1981 à 1992, la consommation de légumes frais a presque doublé, passant de 73,1 à 135,5 kg/hab./an. La pomme de terre et la tomate constituent près de 50 % de la consommation des légumes frais. La part des autres légumes reste assez faible : 0,5 kg/hab./an pour l'ail ; 1 kg pour l'aubergine ; 4 kg pour le poivron ; 10 kg pour l'oignon. La consommation a stagné entre 1985 et 1988 à cause de la forte réduction des importations de pomme de terre.

La consommation fruitière a par contre diminué, passant de 41 à 31 kg/hab./an entre 1981 et 1992. Cette régression résulte de la diminution de la production fruitière et d'une forte croissance démographique.

Le secteur des fruits et légumes frais enregistre le taux d'autosuffisance le plus élevé.

Tableau 2. Evolution du pourcentage d'autosuffisance

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Légumes verts	61	39	49	58	60	84	99	98	91	89
Fruits	117	86	96	100	73	76	77	77	74	65

Source : Ministère de l'Agriculture. Direction de la Régulation. Cité par S. Bedrani, 1993.

Les taux d'autosuffisance en fruits et légumes ont connu des évolutions opposées. Ce taux était satisfaisant pour les fruits entre 1981 et 1984 et faible pour les légumes, il s'inversera entre 1986 et 1990.

La non-satisfaction des besoins de consommation en légumes produits localement s'explique essentiellement par la part importante qu'occupe la pomme de terre dans la consommation et dont la production locale reste faible.

Les objectifs de la production de légumes frais, selon le ministère de l'Agriculture pour l'an 2000, visent la satisfaction des besoins globaux estimés à 5,2 millions de tonnes grâce à un accroissement des rendements et à l'extension des superficies à 350 000 hectares (Mekhléf, 1993).

D'après l'Institut National des Etudes Stratégiques Globales (INESG, 1989), le taux d'autosuffisance en fruits et légumes est estimé à 90 % pour les années 2000 et 2010, soit le plus haut niveau pour les produits agricoles et alimentaires.

2. L'évolution de la production des légumes

Durant les trois dernières décennies, les cultures de légumes se sont fortement développées ; l'intérêt particulier que portent les agriculteurs à ces cultures a entraîné une forte extension de leur superficies qui ont quadruplé entre 1965 et 1992, passant de 85 000 ha à 330 620 ha.

L'extension des superficies est confrontée à la contrainte « eau » qui reste le facteur limitant. Les superficies légumières ont connu une extension de 100 000 hectares au cours de la dernière décennie. En 1993, elles ont occupé près de 4,5 % de la SAU contre 3 % en 1980. La production a plus que doublé durant la même période.

Tableau 3. Evolution des superficies, des productions et des rendements des cultures légumières (indice 100 en 1981-84)

Moyennes Périodes	Superficies		Productions		Rendements	
	hectares	indice	tonnes	indice	tonnes/ha	indice
1981-1984	222 182	100	1 329 864	100	5,98	100
1985-1988	287 745	129	2 158 497	162	7,50	125
1989-1992	296 120	133	3 191 411	239	10,77	180

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des statistiques du ministère de l'Agriculture.

Quoique fluctuante, l'évolution des superficies a enregistré une tendance à la hausse. Après une période de relative stagnation entre 1980-1985, on assiste dès la campagne 1986 à une extension des superficies.

Cette dynamique d'extension des superficies s'expliquerait par :

- la libéralisation de la commercialisation dès 1982 ;
- le désengagement de l'Etat en 1987, laissant le producteur libre de choisir son plan de culture sans contrainte administrative. Ceci a permis aux agriculteurs du secteur public de se tourner vers des cultures légumières beaucoup plus rentables.

La production a stagné dans les années 1980–1985 et a augmenté depuis de façon progressive jusqu'en 1993. L'indice de progression est passé de 100 à 263,9 entre 1985 et 1992, soit un accroissement de 144 %. Cette augmentation de la production résulte de l'extension des superficies réservées aux légumes et surtout de l'accroissement des rendements obtenus dès la campagne 1984–85. Les rendements sont passés de 6,46 à 11,71 tonnes par hectare entre 1984 et 1991 et ont chuté par la suite.

Certains légumes, à savoir les pommes de terre et les tomates, représentent 46 % de la production légumière.

A. La pomme de terre

Malgré le fait que cette culture occupe plus du tiers des surfaces légumières, l'Algérie n'arrive pas encore à la satisfaction totale de ses besoins.

Tableau 4. Evolution des superficies, des productions et des rendements de la pomme de terre (1980-1981 = année de base)

Moyennes Périodes	Superficies		Productions		Rendements	
	hectares	indice	tonnes	indice	tonnes/ha	indice
1980-1984	77 360	102	506 158	86	6.54	85
1985-1988	93 370	123	762 968	129	8.17	106
1988-1989	97 600	128	898 820	152	9,21	119
1989-1990	104 060	137	1 060 700	180	10,19	131
1990-1991	102 430	135	808 541	137	7,89	102
1991-1992	97 500	128	1 300 000	220	13,33	171
1992-1993	85 000	112	1 280 000	216	15,06	194

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des statistiques du Ministère de l'Agriculture.

La tendance générale pour les superficies, la production et les rendements est vers la hausse. Cette évolution ne sera pas sans conséquences dans la satisfaction des besoins locaux et contribuera dans une large mesure à réduire les importations.

B. La tomate

La tomate est le second produit maraîcher de par la place qu'elle occupe dans les habitudes alimentaires en Algérie.

Tableau 5. Evolution des superficies, des productions et des rendements de la tomate (1980-1981 = 100)

Moyennes Périodes	Superficies		Productions		Rendements	
	hectares	indice	tonnes	indice	tonnes/ha	indice
1980-1984	16 684	88,0	167 568	92,0	10,04	105,0
1985-1988	17 905	94,0	238 680	131,0	13,33	139,0
1988-1989	19 500	102,5	291 231	159,7	14,93	156,2
1989-1990	19 460	102,3	282 841	155,2	14,53	151,6
1990-1991	19 170	100,7	306 644	168,2	16,00	166,9
1991-1992	18 020	94,7	295 892	162,3	16,42	171,4
1992-1993	18 840	99,0	315 357	173,0	16,74	174,7

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des statistiques du ministère de l'Agriculture.

Contrairement à la pomme de terre, la tomate n'a pas connu une grande hausse des superficies (une augmentation de 13 % seulement a été enregistrée). La culture de plein champ n'arrive pas à satisfaire la demande en tomates, d'où la place importante qu'occupe la conduite sous abri plastique.

Tableau 6. Evolution des superficies, des productions et des rendements des tomates sous serre (1980-1981 = 100)

Moyennes Périodes	Superficies		Productions		Rendements	
	hectares	indice	tonnes	indice	tonnes/ha	indice
1982-1985	322	1 610	19 505	990	60,57	76
1986-1989	1 370	6 850	104 341	5 299	76,16	96
1988-1989	1 300	6 500	84 500	4 291	65,00	82
1989-1990	1 400	5 600	91 000	4 621	65,00	82
1990-1991	1 200	4 800	84 000	4 266	70,00	89
1991-1992	1 800	7 200	153 000	7 770	85,00	108

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des statistiques du ministère de l'Agriculture.

Les superficies ont évolué à un rythme très rapide entre 1986 et 1989 avec une croissance de 425 %, puis à un rythme beaucoup plus lent entre 1990 et 1993 n'augmentant que de 17 % par rapport à la période précédente. La production enregistre la même tendance que celle observée pour les superficies ; ainsi, après une forte hausse entre 1982 et 1989, la production stagne. Cette stagnation de la production s'explique en grande partie par les fortes fluctuations enregistrées au niveau des rendements.

3. L'évolution de la production fruitière

L'arboriculture fruitière occupe 6 % de la SAU avec près de 430 000 hectares dont 330 000 en production.

Tableau 7. Evolution des superficies, des productions et des rendements de l'arboriculture fruitière (1980-1984 = 100)

Moyennes Périodes	Superficies		Productions		Rendements	
	hectares	indice	tonnes	indice	tonnes/ha	indice
1980-1984	393 250	100	84 559	100	2,15	100
1985-1988	400 000	101	82 498	97	2,02	94
1989-1993	421 000	107	64 242	76	1,50	70

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des statistiques du ministère de l'Agriculture.

Les agrumes, principaux produits fruitiers, sont concentrés en grande partie au Centre, dans la plaine de Mitidja, à l'Ouest, dans les périmètres de la Mina et du bas Cheliff, et à l'Est dans la région de Skikda et le périmètre de la Bou-Namousa.

Le verger agrumicole connaît une situation pour le moins inquiétante ; considérée naguère comme un des grands producteurs et exportateurs d'agrumes, l'Algérie voit son verger décliner au fil des ans tant en superficies qu'en rendement.

Tableau 8. Evolution des superficies, des productions et des rendements des agrumes (1980-1981 = 100)

Moyennes Périodes	Superficies		Productions		Rendements	
	hectares	indice	tonnes	indice	tonnes/ha	indice
1980-1984	-	-	337 956	-	8,30	-
1985-1988	-	-	264 962	-	6,92	-
1988-1989	38 189	92,5	311 814	74	8,16	80
1989-1990	38 838	94,1	268 095	64	6,90	68
1990-1991	39 221	95,1	280 953	67	7,16	70
1991-1992	37 140	90,0	323 570	76	8,71	85
1992-1993	39 170	94,9	361 889	85	9,24	90

Source : Calculs faits par l'auteur à partir des statistiques du ministère de l'Agriculture.

La superficie agrumicole n'a cessé de décroître depuis le début des années 80. Toutefois, dès 1992, on assiste à une légère augmentation des superficies (plantées ou en production). La nouvelle dynamique du ministère de l'Agriculture pour la rénovation du verger agrumicole s'est traduite par l'augmentation des superficies et par l'amélioration des niveaux de production et des rendements. La progression enregistrée durant la période 1989-1993 a permis une production de 283 734 tonnes en 1993. Malgré cette augmentation, les rendements restent assez faibles.

II – Evolution des coûts de production et des prix des produits agricoles : des prix sans cesse croissants

Jusqu'à leur libéralisation, les prix appliqués à l'agriculture algérienne ont évolué selon l'intervention de l'Etat. A partir de 1988, les prix des facteurs de production ont enregistré une augmentation régulière et de plus en plus accélérée, ce qui se traduira dans les prix à la consommation.

1. L'évolution des prix de cession des facteurs de production : disparition des subventions et vérité des prix

Le secteur agricole a bénéficié de la subvention des prix des intrants jusqu'en 1987 (jusqu'en 1990 pour les engrais). A partir de 1987, l'Etat a décidé d'appliquer la vérité des prix aux facteurs de production destinés au secteur agricole (voir tableau en annexe).

A. Les engrais

Les engrais ont bénéficié du soutien de l'Etat jusqu'en 1980. Leur prix est passé de 124 DA en 1987 à 580 DA le quintal en 1991. Cette hausse des prix opérée dès 1991 a fait ralentir la demande d'engrais par les agriculteurs qui estiment les prix trop élevés. Tenant compte de ces revendications et des avis des opérateurs publics concernés, l'Etat procéda à une baisse de 32 %.

B. Les produits phytosanitaires

Cas du propinèbe. Les produits phytosanitaires posent un double problème aux utilisateurs : leur disponibilité et leur prix. En effet, malgré la très forte hausse des prix en 1992, ces produits ne sont pas toujours disponibles.

C. Le matériel agricole

Cas du tracteur. Très fortement subventionné, le machinisme agricole va connaître la plus forte hausse des prix, comme nous le montre le cas des tracteurs dont les prix ont été multipliés par 9 en l'espace de 6 ans (1987-1993). Cette forte hausse a freiné les nombreuses demandes d'acquisition du matériel agricole.

D. Les semences

- Semence de tomate : jusqu'en 1991, la hausse des prix a été relativement lente par rapport aux autres intrants.

- Semence de pomme de terre : la semence de pomme de terre a vu son prix multiplié par 3 en l'espace 9 ans (1985-1993). La hausse des prix des facteurs de production cédés aux producteurs s'explique en grande partie par :
- l'inefficacité des mécanismes de compensation mis en place par les pouvoirs publics afin d'atténuer les coûts de production et donc préserver le pouvoir d'achat. Or, il a été constaté que les prix des produits agricoles ne cessaient d'augmenter. Cette compensation profitait donc plus aux intermédiaires commerciaux qu'aux consommateurs ;
 - la part importante qu'occupent les importations de facteurs de production a fait que la hausse de leurs prix sur le marché mondial conjuguée à la dévaluation du dinar s'est traduite par de très fortes augmentations des prix intérieurs.

2. L'évolution des prix à la production

En l'absence d'informations, il est difficile d'analyser les prix et les coûts. Notons que, globalement, la hausse des prix à la production suit la même tendance que celles des facteurs de production. Cette hausse limitée entre 1988 et 1991, va s'accroître dès 1992 ; ceci s'explique essentiellement par la forte hausse qu'ont connue les semences et les produits de traitement. Si la tendance générale entre 1988 et 1993 est à la hausse, l'indice de variation annuelle montre une tendance fluctuante, négative par moment, comme c'est le cas pour la tomate dont le prix a chuté en 1991 par rapport à 1990. Il en est de même pour les oranges dont les prix accusent une régression en 1992 par rapport à 1993.

Tableau 9. Evolution des prix moyens à la production

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Tomate (DA/kg)	5,5	7,6	10,5	9,0	13,0	18,5
Indice	100,0	138,0	191,0	164,0	236,0	336,0
Variation annuelle (%)	-	38,2	38,2	-14,3	44,8	42,4
Pomme de terre	2,7	3,0	3,3	4,0	6,5	6,5
Indice	100,0	111,0	120,0	148,0	241,0	241,0
Variation annuelle (%)	-	11,0	8,3	23,0	62,5	0,0
Orange*	5,0	5,3	6,0	7,5	7,0	7,1
Indice	100,0	106,0	120,0	150,0	140,0	142,0
Variation annuelle (%)	-	6,0	13,2	25,0	-6,6	14,0

Source : Mekhlef, 1993 ; * Ministère de l'Agriculture, Direction de Régulation

3. Evolution des prix à la consommation

L'indice des prix des fruits et légumes est en hausse constante passant de 100 en 1982 à 315 en 1993 pour les légumes, et de 333,5 en 1993 contre 372,8 en 1992. Il faut noter que, que ce soit pour les légumes ou pour les fruits, la hausse a été constante mais relativement lente ; dès 1990, elle sera brutale comme nous le montre la variation annuelle, à l'exception des fruits qui semblent atteindre le plafond dès 1992. La tendance générale des fruits est confirmée par les oranges dont les prix ont été multipliés par 3 entre 1982 et 1992, pour se stabiliser après avoir accusé une forte hausse en 1990.

Tableau 10. Evolution des prix moyens à la consommation (en DA courants)

	1982	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Tomate (DA/kg)	8.60	10.75	13.40	16.00	15.80	16.10	22.80
Indice base 100	100.00	125.00	156.00	186.00	184.00	187.00	265.00
Variation annuelle (%)	-	-	24.60	19.40	-1.20	1.60	50.90
Pomme de terre	3.14	6.00	5.80	7.60	9.40	8.30	11.10
Indice base 100	100.00	191.00	185.00	242.00	299.00	264.00	354.00
Variation annuelle (%)	-	-	-3.30	31.00	23.60	-11.70	33.70
Orange	6.70	10.50	12.90	18.00	19.00	21.90	20.00
Indice base 100	100.00	157.00	193.00	269.00	284.00	327.00	299.00
Variation annuelle (%)	-	-	22.80	39.50	5.50	15.20	-8.70

Source : ONS, 1991b

Jusqu'à la campagne 1986, la tomate était conduite en plein champ et n'était disponible qu'en saison et en grande quantité avec des prix relativement bas (entre 4 et 10 DA). Avec le lancement des cultures sous abris plastiques, elle sera disponible pratiquement tout au long de l'année mais à des prix excessivement élevés. Les écarts sont importants entre les prix des tomates de saison et ceux en hors saison. La tendance générale est à la hausse, sauf pour la campagne 1991, pour les raisons évoquées plus haut. A part en 1989 et 1992, la hausse des prix à la consommation a été constante pour la pomme de terre.

Les variations annuelles pour les trois produits considérés seront très fluctuantes, ce qui s'explique par la complexité des marchés des fruits et légumes. En effet, le constat sur le terrain est que les niveaux des prix ne répondent généralement à aucune logique ; en tous cas, ils n'ont aucun rapport avec les coûts ou les prix à la production. L'importante marge qui se dégage entre ces prix et les prix à la consommation le montrent clairement. Le cas des pommes de terre et des oranges et, dans une moindre mesure, des tomates, sont significatifs. La rente prélevée aux différents stades de la distribution profite en premier lieu aux intermédiaires et, dans une moindre mesure, au producteur qui commercialise sa production.

III – Les contraintes du secteur des fruits et des légumes : l'impact négatif de l'environnement technico-économique

Malgré la relative amélioration de la production due en partie à l'extension des surfaces et non à l'accroissement des rendements, le secteur des fruits et légumes reste confronté à certaines contraintes qui limitent son expansion et parmi lesquelles on peut citer :

1. Les contraintes naturelles

- ❑ L'eau : les cultures légumières et arboricoles sont grandes consommatrices d'eau. Malgré les efforts consentis en matière d'investissements hydrauliques, un manque d'eau est toujours enregistré. Ce déficit provient essentiellement :
 - de l'envasement des barrages, ce qui limite leurs capacités ;
 - de la sécheresse persistante de ces dernières années qui a obligé les producteurs à surexploiter les nappes souterraines et donc leur épuisement ;
 - du détournement de l'eau réservée à l'agriculture au profit de l'industrie et des villes.
 Plus du tiers des cultures légumières ne reçoivent qu'une irrigation d'appoint.
- ❑ La conduite en zone montagneuse : cet aspect concerne surtout l'arboriculture qui, à part les agrumes et certains arbres à noyaux et à pépins, est implantée dans des zones montagneuses au sol pauvre et au relief accidenté et de densité hétérogène, ce qui a conduit aux faibles rendements que nous avons présentés.

2. Les contraintes techniques et organisationnelles

Les cultures légumières et fruitières sont généralement menées dans de petites exploitations avec une absence totale d'encadrement. Malgré leur expérience, les producteurs font preuve d'une faible technicité qui ne leur permet pas de respecter les itinéraires techniques pour une bonne conduite culturale. En dépit de la faible dimension de leurs exploitations, ils ne profitent toujours pas de l'opportunité des spécificités de maraîchage qui leur permet de pratiquer durant la même campagne plusieurs cultures, augmentant ainsi le coefficient d'utilisation du sol. Pour diverses raisons (financières, méconnaissance, indisponibilité, etc.), on assiste à une très grande insuffisance dans l'utilisation des produits phytosanitaires et des amendements organiques ; c'est ce qui explique en partie la faiblesse des rendements obtenus et leurs fluctuations.

Les problèmes des semences constituent sans aucun doute la contrainte majeure du secteur légumier. En effet, les semences représentent l'élément fondamental et le plus déterminant de la production agricole, car leur volume et leur qualité dépendent dans une large mesure de l'utilisation de variétés performantes et de l'emploi de semences de qualité. L'approvisionnement des producteurs en semences dépend en grande partie du marché extérieur, ce qui se traduit souvent par l'irrégularité des livraisons,

un matériel végétal non adapté, l'introduction de maladies... A cela, il faudrait ajouter une rigidité administrative dans la distribution caractérisée par une multitude d'intervenants. Afin d'atténuer les importations (85 % des semences potagères et 70 % des semences de pommes de terre sont importées), des efforts ont été consentis pour relancer la production nationale par la reconversion des anciennes fermes pilotes en fermes semencières mais très vite celles-ci furent déviées de leur mission et l'objectif resta un vœu pieux. Les faibles capacités existantes restent encore insuffisantes tant sur le plan qualitatif que sur le plan quantitatif.

De par son importance, le cas de la pomme de terre reste un souci permanent pour les différents opérateurs. Jusqu'à présent, cette filière reste très mal maîtrisée au regard des nombreux problèmes posés par la production de semences :

- l'insuffisance des capacités de stockage a obligé à utiliser les lits des rivières et certaines forêts comme lieu de conservation des semences, ce qui ne manqua pas d'affecter sa qualité ;
- comme les autres produits, la semence de pommes de terre connaît de faibles rendements dus en partie au manque de soins ;
- durant certaines campagnes, on assiste à la déviation de la production de semences vers le marché de consommation qui accuse un déficit et offre donc des prix plus intéressants que ceux espérés des prix des semences, entraînant ainsi la diminution du stock de semences. Ce qui ne fait que transférer le problème.

A ces contraintes, il faut ajouter le problème de la vulgarisation qui semble absente, ou inefficace. Les rares séances organisées ne trouvent pas écho chez les producteurs, soit que le produit vulgarisé est introuvable sur le marché ou qu'il nécessite un matériel adéquat non disponible chez le producteur – ce qui enlève toute crédibilité à la vulgarisation – soit qu'il est vendu à des prix excessivement élevés limitant son achat par le producteur (Baci, 1992).

La dernière réforme du secteur public (1987) ne semble pas atteindre ses objectifs dans le sens où le désengagement de l'Etat, devant se traduire par une autonomie des producteurs dans le libre choix de leur plan de cultures et de la commercialisation de leur production, s'est soldé par un désintéressement de ces derniers du procès de production qui, faute de moyens, préfèrent louer leur terre – devenant ainsi des rentiers – ou vendre sur pied leurs cultures à des intermédiaires n'ayant aucune relation avec l'agriculture. Le cas de l'arboriculture est significatif, notamment pour les agrumes où les « bénéficiaires » ne font que vendre sur pied les fruits sans aucun entretien des arbres.

3. Les contraintes économiques

Le rôle de l'Etat dans la subvention des facteurs de production s'est fait lourdement sentir lors de son désengagement qui intervient dans une conjoncture économique très défavorable, particulièrement aux producteurs. Ces derniers doivent supporter la flambée des prix de produits (semences, plants, engrais...) et autre matériel, jusque-là soutenus par l'Etat, et faire face aux nouvelles procédures d'octroi de crédits par la banque qui, elle-même, est soumise dorénavant au principe de la commercialité. Les premières mesures prises par la banque consistent à n'octroyer des financements qu'aux exploitants crédibles. Par ailleurs, elle a opéré une réévaluation des taux d'intérêts qui sont passés entre 1988 et 1992 de 5 % à 18 % pour le court terme, de 7 % à 20 % pour le moyen terme et de 11 % à 22 % pour le long terme (Mekhlef, 1993).

L'approvisionnement en semences dépend en grande partie du marché extérieur nécessitant la mobilisation de ressources financières très importantes et de plus en plus difficile à mobiliser eu égard à la conjoncture économique actuelle. L'augmentation des prix des facteurs de production sur le marché mondial, conjuguée à une forte dévaluation du dinar (1 \$ = 36 DA en 1994 contre 5,9 DA en 1988) ont entraîné une forte hausse des coûts de production et des prix à la consommation.

La hausse des prix des facteurs de production et des taux d'intérêts s'est répercutée négativement sur la production des fruits et légumes, notamment la plasticulture, où on assiste à un désinvestissement dans ce secteur comme nous le montre le recul des superficies couvertes. Par ailleurs, cette inflation ne permet pas une consommation adéquate des différents intrants nécessaires à l'accroissement de la produc-

tivité de ces cultures. Cette contrainte économique ne fait qu'accentuer dans une certaine mesure la faiblesse des rendements observés.

IV – Le secteur de la distribution et ses effets sur la production

La distribution a toujours constitué le talon d'Achille du secteur des fruits et légumes malgré les différentes réformes qui se sont succédées depuis 1963, ce qui a entraîné une certaine opacité des marchés de détail ou de gros. Cette absence de transparence a permis l'émergence d'une multitude d'intermédiaires qui allaient rapidement investir les différents stades de la commercialisation, entraînant ainsi le recul de l'intervention de l'Etat malgré l'arsenal juridique sensé réguler cette fonction.

1. L'échec des tentatives d'organisation de la distribution : des mécanismes trop rigides

Les tentatives d'organisation de la commercialisation mises en oeuvre par la Réforme Agraire de 1963 visaient essentiellement à maintenir la place qu'occupait l'Algérie dans l'exportation des fruits et légumes (notamment les primeurs). Le marché interne était relégué au second plan et encadré par le secteur privé. La création et la dissolution successives de structures commerciales : Office National du Commerce (ONACO) en 1962, l'Office National de la Réforme Agraire (ONRA) en 1964 et l'Union Nationale des Coopératives Agricoles de Commercialisation (UNCAC) en 1968 allaient montrer les limites de cette politique dont la conséquence principale fut la régression des exportations des légumes et des fruits dont le volume passa de 70 % à 13 % de la production totale entre 1962 et 1974 (Khelil, 1986). La lourdeur bureaucratique des circuits étatiques et leur rigidité n'ont fait que renforcer le circuit privé plus crédible et efficace. Afin de pallier à ces défaillances et de contrecarrer la main mise du secteur privé dans la sphère de distribution, l'Etat crée l'Office des Fruits et Légumes d'Algérie (OFLA) en 1969 succédant ainsi à l'UNCAC. L'intervention de l'OFLA se voulait sur deux fronts : récupérer les marchés perdus à l'extérieur en s'octroyant le monopole du commerce extérieur des fruits et légumes d'une part, et intervenir sur le marché intérieur en intensifiant son contrôle à tous les niveaux du circuit de commercialisation d'autre part.

La deuxième réforme engagée dès 1971 – officiellement la Révolution Agraire – allait renforcer l'emprise de l'Etat sur les structures agraires et commerciales dominées par le secteur privé. Cette nouvelle politique va donner naissance à des coopératives chargées de la distribution des fruits et légumes à l'échelle communale (avec la Coopérative Agricole Communale de Services-CAPCS), et wilaya (avec la Coopérative des Fruits et Légumes-COFEL). Ce système, comme le précédent, très lourd et rigide, s'est avéré complètement inadapté à la nature des produits qui sont rapidement périssables et requièrent donc souplesse et rapidité. En effet, il ne répondait aux intérêts ni des producteurs, ni des organismes de commercialisation, ni du consommateur, et se traduisait par des gaspillages, litiges, pénuries, mauvaise qualité et hausse des prix.

C'est dans ce contexte d'échec qu'allait intervenir la troisième réforme agraire avec la restructuration du secteur agricole. Les textes organisant la commercialisation allaient devenir caduque avec l'introduction de nouvelles modalités dès 1982. Ces mesures vont accorder une plus grande liberté de distribution aux producteurs du secteur étatique : la suppression du cloisonnement territorial, la réhabilitation de la fonction du collecteur-livreur (ex-mandataire) et l'introduction de rapports contractuels entre acheteurs et vendeurs tout en favorisant la vente aux enchères qui jusque-là était interdite. Il s'agissait en fait de la régularisation d'une situation qui n'avait jamais disparu et dominait même le marché à contre-courant des textes. Le secteur privé reprenait son droit de cité dans le commerce des fruits et légumes.

La quatrième réforme agraire de 1987 qui désengageait l'Etat du secteur productif par la création d'entreprises agricoles collectives (EAC) et individuelle (EAI), autonomes de toute tutelle, allait précipiter davantage la liberté de commercialisation qui répond dorénavant au principe de l'offre et de la demande sans limitation des prix. L'Etat intervient au même titre que le secteur privé par le biais des COFEL et de l'Entreprise Nationale des Fruits et Légumes (ENAFILA) issue de la réorganisation de l'OFLA. L'ENAFILA garda toujours le monopole du commerce extérieur jusqu'à sa suppression en 1994. Après une forte

augmentation des droits de douane (40 %), l'importation des fruits et légumes est devenue libre pour tout opérateur disposant de devises.

2. Les limites de l'intervention de l'Etat et l'émergence des intermédiaires : l'opacité des marchés

A. Au stade de la production

La liberté de vendre aux conditions du marché octroyée aux producteurs du secteur étatique à partir de 1980, et aux EAC et EAI à partir de 1987, s'est traduite par un phénomène pour le moins anormal et sans précédent dans le passé qui est la vente sur pied. Cette nouvelle pratique commerciale consiste en :

- la location de terres nues ;
- la vente anticipée de la récolte juste après l'ensemencement ou au cours du cycle productif ;
- la vente de fruits sur l'arbre à différents stades de maturité.

Les producteurs justifient ce comportement par un tas de raisons : la surcharge de travail, le manque de moyens, l'incertitude du marché...

Cette pratique a entraîné des conséquences extrêmement négatives tant sur la production que sur le marché des fruits et légumes, en particulier :

- le décalage injustifié et exorbitant entre les coûts à la production et les prix à la consommation ;
- l'absence totale de transparence dans les opérations commerciales et les flux des produits ;
- la marginalisation progressive, voire l'exclusion, des organismes publics de commercialisation (ENAFILA et COFEL).

Ainsi, la commercialisation au stade de la production baigne dans l'obscurité totale.

B. Au stade du commerce de gros

Le secteur privé est représenté par les acheteurs sur pied, avec ou sans statuts, et les collecteurs livreurs disposant d'un registre de commerce. Le ministère du Commerce les estime à 3 700 sur le territoire et contrôlant près de 95 % du commerce de la production légumière.

Le secteur public est représenté par l'ENAFILA et les COFEL et ne commercialise que 5 % de la production des fruits et légumes contre plus de 50 % dans les années 70 (Loulalalen, 1992).

Le recul de l'intervention du secteur étatique dans le commerce de gros relève de contraintes endogènes et exogènes que rencontre ce secteur, dont les principales sont :

- la perte de confiance et de crédibilité de la part des producteurs au temps de la gestion centralisée ;
- la généralisation de la pratique des ventes sur pied à laquelle le secteur public ne peut souscrire pour des raisons statutaires, sa réglementation rigide ne lui permettant pas l'achat sans facture et le paiement en espèces.

C. Au stade du marché de détail

L'intervention du secteur public est encore plus faible dans le marché de détail. Elle s'effectue essentiellement par le biais des points de vente au consommateur, les grandes surfaces disposant de rayons de fruits et légumes. La part de ce secteur représente quelque 2 % du marché. Il faut noter qu'à ce stade de la distribution, le secteur public essaie de réguler le marché par les importations de produits de grande consommation que la production locale n'arrive pas à satisfaire, la pomme de terre par exemple.

Le secteur privé domine presque totalement le commerce de détail à travers le millier de marchés communaux et hebdomadaires répartis à travers le territoire national, les marchands de fruits et légumes de quartiers ainsi que les marchands ambulants. Cette dernière catégorie n'existait quasiment pas avant la dernière réforme.

« L'organisation du marché des fruits et légumes est loin d'être efficace en raison du nombre réduit de marchés de gros, de leur localisation dans les milieux urbains et d'une cascade d'intermédiaires qui n'est régie par aucune réglementation. Les marchés de détail, dominés presque exclusivement par le secteur privé, restent en dehors de toute réglementation et de tout contrôle. Ainsi échappent à l'Etat d'importantes rentrées fiscales et les prix aux consommateurs restent élevés » (Ministère de l'Agriculture, 1992).

Conclusion

Cet aperçu sur le secteur des fruits et légumes montre que, malgré l'extension sensible des superficies, ce secteur est encore caractérisé par une faible productivité que les différentes réformes n'ont pas amélioré. L'échec de ces réformes conjugué avec de mauvaises conditions climatiques que connaît le pays depuis plus d'une décennie ont contribué à creuser l'écart qualitativement et quantitativement entre une offre limitée et une forte demande. Le désengagement de l'Etat depuis 1987 n'a pas amélioré cette situation ; bien au contraire, ce secteur se trouve confronté aujourd'hui plus que jamais à de sérieuses difficultés de financement pour la relance de la production, d'une part, et l'organisation du marché afin de freiner l'inflation d'autre part. Les défis de ce secteur pour l'an 2000 s'avèrent difficiles mais pas insurmontables pour peu qu'une série d'obstacles soit levée, ainsi que préconisée par la stratégie agricole et alimentaire (Ministère de l'Agriculture, 1992) : la résolution définitive de la question foncière, le dégagement de moyens financiers humains et matériels conséquents, la réorganisation en profondeur de l'administration, des circuits de distribution et des institutions agricoles et rurales.

Les éléments de politique souhaitables à mettre en oeuvre à moyen pour relancer le secteur reposeraient sur :

- le règlement du contentieux foncier par l'assainissement, l'organisation et la libéralisation des structures foncières avec, notamment, la régularisation des situations des terres nationalisées et la mise en oeuvre d'un système de propriété ou de bail à long terme pour les terres de l'ancien secteur étatique ;
- la ressource en eau : cette contrainte est sans doute la plus importante pour le développement du secteur des fruits et légumes, sa résolution peut être considérée comme une priorité et soutenue par la protection des bassins versants, la mobilisation des eaux de surfaces, l'utilisation rationnelle de l'eau et l'utilisation de l'aspersion avec l'équipement adéquat ;
- le renforcement des programmes de production nationale de semences améliorées par les instituts de recherche qui doivent valoriser les ressources phytogénétiques nationales en vue d'orienter les programmes vers l'obtention du matériel végétal adapté, la mise en place et le suivi de programmes de vulgarisation devant toucher un grand nombre de producteurs ;
- la maîtrise de l'infrastructure de soutien par le renforcement des dispositifs réglementaires sans que ceux-ci ne deviennent des contraintes bureaucratiques, le renforcement des moyens (notamment financiers), dont la fourniture en priorité des facteurs de production et la distribution des équipements, l'instauration d'un système fiscal avantageux pour le producteur, l'octroi de prêts bancaires à des taux préférentiels, l'octroi de prix incitateurs notamment pour la pomme de terre qui fait l'objet d'importation massive, et enfin la clarification des rôles, des missions et des compétences des différents intervenants dans ce secteur (notamment les offices, l'ENAFILA et les COFEL) ;
- le renforcement, la décentralisation et le contrôle des circuits de distribution (notamment les marchés de gros et l'élimination des ventes sur pied). Ces actions visent à raccourcir les circuits de distribution et à encourager les producteurs à écouler leurs produits sur les marchés en faisant jouer la loi de l'offre et de la demande, ce qui aura un impact sur les prix : les bénéficiaires étant les producteurs et les consommateurs lourdement pénalisés actuellement.

Liste des abréviations

CAPCS	Coopérative Agricole Polyvalente Communale de Services
COFEL	Coopérative des Fruits et Légumes
EAC	Exploitation Agricole Collective
EAI	Exploitation Agricole Individuelle
ENAFILA	Entreprise Nationale des Fruits et Légumes
INESG	Institut National des Etudes Stratégiques Globales

OFLA	Office des Fruits et Légumes
ONACO	Office National du Commerce
ONRA	Office National de la Réforme Agraire
ONS	Office National des Statistiques
UNCAC	Union Nationale des Coopératives Agricoles de Commercialisation

Liste des tableaux

Tableau 1.	Evolution de la consommation des fruits et légumes (kg/hab./an).
Tableau 2.	Evolution du pourcentage d'autosuffisance.
Tableau 3.	Evolution des superficies, des productions et des rendements des cultures légumières.
Tableau 4.	Evolution des superficies, des productions et des rendements de la pomme de terre.
Tableau 5.	Evolution des superficies, des productions et des rendements de la tomate.
Tableau 6.	Evolution des superficies, des productions et des rendements des tomates sous serre.
Tableau 7.	Evolution des superficies, des productions et des rendements de l'arboriculture fruitière.
Tableau 8.	Evolution des superficies, des productions et des rendements des agrumes.
Tableau 9.	Evolution des prix moyens de la production.
Tableau 10.	Evolution des prix moyens de la consommation.

Liste des annexes

Tableau. Evolution des prix de cession des principaux facteurs de production

Références

- **Baci L.** (1993). La vulgarisation de la culture de la tomate industrielle dans la région d'Annaba : une réussite ? *In La Vulgarisation au Maghreb : Théorie et Pratique*, comp. S. Bédrani et al., CIHEAM/FPH/INA/CREAD/CCE-DGI, Cahiers Options Méditerranéennes, vol. 2, n°1.
- **Bédrani S.** (1993). *Le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 2000 : Algérie*. Commission des Communautés Européennes/CIHEAM, Bruxelles.
- **Benzaïd N.** (1993). *Evolution des subventions à la production agricole*. Mémoire d'Ingénieur Agronome. INA El Harrach, Alger, 125 p.
- **Boudaa A.** (1989). Rapport sur les fruits et légumes. *Communication présentée au colloque maghrébin sur les politiques et filières agro-alimentaires*, Alger, Document ronéotypé, 18 p.
- **Direction Générale des Douanes.** *Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie : 1972 et 1981 à 1982*.
- **Khelil L.** (1986). *Place et rôle des marchés de gros dans la régulation du marché des fruits et légumes dans l'algérois*. Mémoire d'Ingénieur Agronome, INA El Harrach, Alger, 185 p.
- **Kouaci S.** (1994). *Production et commercialisation des semences maraîchères en Algérie*. Mémoire d'Ingénieur Agronome, INA El Harrach, Alger, 82 p.
- **Loualalen A.** (1992). *Les causes de la faiblesse d'intervention de l'ENAFILA dans la commercialisation des fruits et légumes*. Mémoire d'Ingénieur Agronome, INA El Harrach, Alger, 141 p.
- **Mekhlef M.** (1993). *Le développement de la plasticulture et ses effets sur la production maraîchère : cas de la wilaya de Tipaza*. Mémoire d'Ingénieur Agronome, INA El Harrach, Alger, 101 p.
- **Ministère de l'Agriculture** (1992a). Régulation économique en agriculture. Rapport de la Commission Régulation. *Consultation nationale sur l'agriculture*, Alger, 20-22 avril 1992. Document ronéotypé, 25 p.
- — (1992b). Stratégie agricole et alimentaire. Rapport de la Commission Stratégie. *Consultation nationale sur l'agriculture*, Alger, 20-22 avril 1992. Document ronéotypé, 30 p.
- **Ministère de l'Agriculture, Direction des statistiques et des enquêtes économiques** (1993). *Statistiques "série B" : de 1980 à 1993*.
- **ONS (Office National des Statistiques)** (1991a). *Annuaire statistique de l'Algérie*, n° 15.
- — (1991b). *Données statistiques : de 1982 à 1993*. Séries mensuelles.

Annexe

Evolution des prix de cession des principaux facteurs de production

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Engrais NPK (DA/ql)	100.6	112.0	124.0	136.4	136.4	163.7	580.0	390.0	390.0
Indice	81.0	90.0	100.0	110.0	110.0	132.0	468.0	315.0	315.0
Propinèbe 70 (DA/ql)	1 473.4	2 049.6	2 049.6	2 588.5	6 858.8	6 858.8	10 750.0	16 780.0	-
Indice	72.0	100.0	100.0	126.0	335.0	335.0	524.0	819.0	-
Tracteur 65 CV (DA)	51 875.0	51 875.0	68 844.0	82 355.0	98 826.0	168 490.0	224 336.0	320 000.0	620 000.0
Indice	75.0	75.0	100.0	120.0	120.0	170.0	133.0	143.0	194.0
Semence tomate (DA/ql)	-	-	10 066.0	15 924.0	15 373.0	18 976.0	28 116.0	44 216.0	-
Indice *	-	-	100.0	158.0	97.0	123.0	148.0	157.0	-
Semence P. de terre (DA/ql)	350.0	350.0	350.0	395.0	490.0	490.0	550.0	900.0	1 100.0
Indice *	100.0	100.0	100.0	113.0	124.0	100.0	112.0	164.0	122.0

Source : Mekhlief, 1993 ; * Kouaci, 1994.

